

IR

UNAMIR MANDATE

9 JUNE 1995 - 8 MAR 1996

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RH/WG APR 2009

UN ARCHIVES

SERIES S-1120

BOX 53

FILE 5

ACC. 1998/0278

Bureau du Porte-parole

**LE CONSEIL DE SECURITE RENOUVELLE LE MANDAT
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 MARS 1996**

Résolution 1029 (1995) adoptée à l'unanimité, le 12 décembre 1995

Texte de la résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993 par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), ainsi que ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994, 965 (1994) du 30 novembre 1994 et 997 (1995) du 9 juin 1995, qui définissent le mandat de la MINUAR,

Rappelant sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées d'avoir participé au génocide au Rwanda,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 1er décembre 1995 (S/1995/1002),

Prenant note des lettres adressées au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Rwanda les 13 août et 24 novembre 1995 (S/1995/1018, annexe I et S/1995/1018, annexe II),

Soulignant l'importance du rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, ainsi que celle d'une véritable réconciliation nationale,

Notant avec une vive préoccupation les informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime poursuivraient leurs préparatifs militaires et leurs incursions au Rwanda, soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires visant à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné que ces armements seraient très vraisemblablement destinés à être utilisés au Rwanda, et se félicitant à cet égard de la mise en place de la Commission internationale d'enquête créée en application de sa résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995,

.../

3. Prie le Secrétaire général de ramener à 1 200 personnes les effectifs de la MINUAR, afin d'exécuter le mandat énoncé au paragraphe 2 ci-dessus;
4. Prie le Secrétaire général de ramener à 200 le nombre des observateurs militaires et membres du personnel d'état-major et autre personnel militaire d'appui;
5. Prie le Secrétaire général de commencer à établir des plans en vue du retrait complet de la MINUAR, celui-ci devant se faire dans les six semaines suivant l'expiration du mandat actuel;
6. Prie le Secrétaire général de retirer la composante de police civile de la MINUAR;
7. Prie le Secrétaire général d'envisager, compte tenu des règlements existants de l'Organisation des Nations Unies, la possibilité de transférer, à mesure que des éléments de la MINUAR se retireront, du matériel non militaire de la MINUAR qui serait utilisé au Rwanda;
8. Prend note de la coopération existant entre la MINUAR et le Gouvernement rwandais aux fins de l'accomplissement du mandat de la Mission, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à appliquer l'Accord sur le statut de la Mission en date du 5 novembre 1993, ainsi que tout nouvel accord qui pourrait être conclu en vue de faciliter l'exécution du nouveau mandat de la MINUAR;
9. Demande au Gouvernement rwandais de prendre toutes les dispositions requises pour que le retrait prévu de personnel et de matériel de la MINUAR puisse s'effectuer dans l'ordre et en toute sécurité;
10. Remercie les Etats, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées dans le besoin, les engage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;
11. Demande aux Etats et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris de soutenir les efforts de relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international, ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;
12. Demande aussi aux Etats de coopérer pleinement avec la Commission d'enquête créée par sa résolution 1013 (1995);
13. Engage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, y compris celles des organisations et institutions s'occupant d'aide humanitaire et de développement, ainsi que les activités des spécialistes des droits de l'homme;
14. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport le 1er février 1996 au plus tard sur la façon dont la MINUAR s'acquitte de son mandat et sur l'état d'avancement du rapatriement des réfugiés;
15. Décide de rester activement saisi de la question.

Spokesman

NATIONS
UNIES

S



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALES/RES/1050 (1996)
8 mars 1996

RÉSOLUTION 1050 (1996)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3640^e séance,
le 8 mars 1996Le Conseil de sécurité,Rappelant ses résolutions antérieures sur la situation au Rwanda,Avant examiné le rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) en date du 29 février 1996 (S/1996/149),Prenant note avec satisfaction de la lettre datée du 1er mars 1996, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Rwanda (S/1996/176, annexe),Saluant l'œuvre accomplie par la MINUAR et rendant hommage à son personnel,Soulignant l'importance que continue d'avoir le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, ainsi que celle d'une véritable réconciliation nationale,Soulignant aussi l'importance qu'il attache au rôle et à la responsabilité du Gouvernement rwandais dans l'instauration d'un climat de confiance et de sécurité et quant au retour en toute sécurité des réfugiés rwandais,Soulignant en outre qu'il importe que les États appliquent les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées tenue à Bujumbura en février 1995, par le Sommet des chefs d'État de la région des Grands Lacs tenue au Caire les 28 et 29 novembre 1995 et par la conférence de suivi tenue le 29 février 1996 à Addis-Abeba, et que les efforts tendant à la convocation d'une conférence régionale pour la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs se poursuivent,Encourageant tous les États à coopérer pleinement avec la Commission internationale d'enquête créée par la résolution 1013 (1995) du 7 septembre 1995,

96-05815 (2)



/...

Mesurant l'importance de la contribution que l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda apporte à l'instauration de la confiance dans le pays, et craignant qu'il soit impossible d'en maintenir la présence sur l'ensemble du territoire rwandais si l'on n'arrive pas à mobiliser à très bref délai suffisamment de fonds à cet effet,

Soucieux d'assurer le fonctionnement effectif du Tribunal criminel international pour le Rwanda créé par la résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994,

Se félicitant des efforts que continue de faire le Gouvernement rwandais pour le maintien de la paix et de la sécurité ainsi que pour la reconstruction et le relèvement du pays,

Soulignant qu'il tient à ce que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer un rôle actif en aidant le Gouvernement rwandais dans l'action qu'il mène pour faciliter le retour des réfugiés, pour instaurer durablement un climat de confiance et de stabilité et pour promouvoir le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Réaffirmant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel des Nations Unies et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

1. Prend note des dispositions prises par le Secrétaire général en vue du retrait de la MINUAR, à compter du 9 mars 1996, conformément à sa résolution 1029 (1995) du 12 décembre 1995;

2. Autorise les éléments de la MINUAR demeurant au Rwanda, jusqu'à leur retrait définitif, à contribuer, avec l'agrément du Gouvernement rwandais, à la protection du personnel et des locaux du Tribunal international pour le Rwanda;

3. Se félicite de l'intention manifestée par le Secrétaire général de présenter des recommandations à l'Assemblée générale en ce qui concerne le matériel non militaire de la MINUAR qui pourrait être transféré pour être utilisé au Rwanda conformément au paragraphe 7 de sa résolution 1029 (1995) et demande au Gouvernement rwandais de prendre toutes les dispositions requises pour que le personnel de la MINUAR et le matériel qui ne doit pas demeurer au Rwanda puissent être retirés sans entrave, dans l'ordre et en toute sécurité;

4. Engage le Secrétaire général, agissant avec l'assentiment du Gouvernement rwandais, à maintenir au Rwanda un bureau des Nations Unies qui serait placé sous la direction de son Représentant spécial et comprendrait le système de communication et la station de radiodiffusion des Nations Unies existants, en vue d'appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour promouvoir la réconciliation nationale, renforcer l'appareil judiciaire, faciliter le retour des réfugiés et remettre en état l'infrastructure du pays, ainsi que de coordonner l'action menée par les Nations Unies à cette fin;

5. Remercie les États, notamment les États voisins, l'Organisation des Nations Unies et les organisations apparentées, l'Union européenne et les organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées, et souligne l'importance qu'il attache à ce

/...

que le Gouvernement rwandais, les États voisins, la communauté internationale et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés continuent de faciliter le rapatriement rapide, librement consenti, ordonné et en toute sécurité des réfugiés rwandais, conformément aux recommandations de la conférence de Bujumbura;

6. Demande aux États et aux organisations de poursuivre leur aide à la reconstruction du Rwanda et à la remise en état de l'infrastructure du pays, notamment l'appareil judiciaire rwandais, directement ou par l'intermédiaire des fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Rwanda, et invite le Secrétaire général à examiner s'il convient de modifier la portée et les objectifs de ces fonds pour les adapter aux besoins actuels;

7. Demande aussi aux États de participer d'urgence aux frais de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda et engage le Secrétaire général à étudier les mesures qui pourraient être prises afin de donner à l'Opération une assise financière plus solide;

8. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte d'ici au 5 avril 1996 des arrangements dont il aura été convenu avec le Gouvernement rwandais pour assurer la protection du personnel et des locaux du Tribunal international pour le Rwanda après le retrait de la MINUAR et des dispositions qu'il aura prises en application du paragraphe 4 ci-dessus, et de le tenir pleinement informé, par la suite, de l'évolution de la situation;

9. Décide de rester saisi de la question.



Office of the Spokesman

SECURITY COUNCIL ENCOURAGES CONTINUED UN OFFICE IN RWANDA

Resolution 1050 (1996) adopted unanimously

The Security Council,

Recalling its previous resolutions on the situation in Rwanda,

Having considered the report of the Secretary-General on the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR) of 29 February 1996 (S/1996/149),

Welcoming the letter of 1 March 1996 from the Minister of Foreign Affairs and Cooperation of Rwanda to the Secretary-General (S/1996/176, annex),

Paying tribute to the work of UNAMIR and to the personnel who have served in it,

Stressing the continued importance of the voluntary and safe repatriation of Rwandan refugees and of genuine national reconciliation,

Emphasizing the importance it attaches to the role and responsibility of the Government of Rwanda in promoting a climate of confidence, security and trust and the safe return of Rwandan refugees,

Emphasizing also the importance it attaches to States acting in accordance with the recommendations adopted by the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons held in Bujumbura in February 1995, the Summit of Heads of States of the Great Lakes region held in Cairo on 28 - 29 November 1995, and the follow-up conference of 29 February 1996 held in Addis Ababa, and the importance it attaches to the continuation of efforts to convene a regional conference for peace, security and development in the Great Lakes region,

Encouraging all states to cooperate fully with the International Commission on Inquiry established by resolution 1013 (1995) of 7 September 1995,

Recognizing the importance of the Human Rights Field Operation in Rwanda in contributing to the establishment of confidence in the country, and concerned that it may not be possible to maintain its presence throughout Rwanda unless sufficient funds for that purpose are secured in the very near future,

Concerned also to ensure the effective operation of the International Tribunal for Rwanda established by resolution 955 (1994) of 8 November 1994,

Commending the continuing efforts of the Government of Rwanda to maintain peace and security as well as to reconstruct and rehabilitate the country,

Stressing its concern that the United Nations should continue to play an active role in assisting the Government of Rwanda in promoting the return of refugees, in consolidating a climate of confidence and stability and in promoting the rehabilitation and reconstruction of Rwanda,

Reiterating the responsibility of the Government of Rwanda for the safety and security of all United Nations personnel and other international staff serving in the country,

1. Takes note of the arrangements made by the Secretary-General for the withdrawal, starting on 9 March 1996, of UNAMIR pursuant to its resolution 1029 (1995) of 12 December 1995;

2. Authorizes elements of UNAMIR remaining in Rwanda prior to their final withdrawal to contribute, with the agreement of the Government of Rwanda, to the protection of the personnel and premises of the International Tribunal for Rwanda;

3. Welcomes the intention of the Secretary-General to submit recommendations to the General Assembly regarding UNAMIR non-lethal equipment that may be released for use in Rwanda in accordance with paragraph 7 of its resolution 1029 (1995) and calls upon the Government of Rwanda to take all necessary steps to ensure that UNAMIR personnel, and equipment which is not remaining in Rwanda, can be withdrawn without impediment and in an orderly and safe manner;

4. Encourages the Secretary-General, in agreement with the Government of Rwanda, to maintain in Rwanda a United Nations Office, to be headed by his Special Representative and to include the present United Nations communications system and radio station, for the purpose of supporting the efforts of the Government of Rwanda to promote national reconciliation, strengthen the judicial system, facilitate the return of refugees and rehabilitate the country's infrastructure, and of coordinating the United Nations efforts to that end;

5. Commends the efforts of States, including neighbouring States, the United Nations and its agencies, the European Union and non-governmental organizations which have provided humanitarian assistance to refugees and displaced persons, and underlines the importance it attaches to continued efforts by the Government of Rwanda, neighbouring States, the international community and the United Nations High Commissioner for Refugees to facilitate the early, safe, voluntary and organized return of Rwandan refugees to their own country in accordance with the recommendations of the Bujumbura conference;

6. Calls upon States and organizations to continue to give assistance for the reconstruction of Rwanda and the rehabilitation of the infrastructure of the country, including the Rwandan justice system, directly or through the United Nations trust funds for Rwanda, and invites the secretary-General to consider whether there is a need to adjust the scope and purposes of those funds to bring them into line with current requirements;

7. Calls also upon States to contribute urgently to the costs of the Human Rights Field Operation in Rwanda, and encourages the Secretary-General to consider what steps might be taken to place the Operation on a more secure financial basis;

8. Requests the Secretary-General to report to the Council by 5 April 1996 on what arrangements have been agreed with the Government of Rwanda for the protection of the personnel and premises of the International Tribunal for Rwanda after the withdrawal of UNAMIR and on the arrangements he has made pursuant to paragraph 4 above, and to keep the Council closely informed thereafter of developments in the situation;

9. Decides to remain seized of the matter.

For more information, please contact the Office of the Spokesman in Kigali: phone: 84496/84497/84498 ext.: # 11075 or 11077.